

Pour entrer en résistance, il faut savoir à quoi on veut résister. À une oligarchie qui s'est emparée de tous les leviers de pouvoir pour régner sur le plus grand nombre. Qu'a-t-elle de particulier ? Rien. L'humain utilise à merveille les outils qu'il a inventés. Au départ, il ne s'agit que de faire pousser à bouffer, de bâtir et démolir des abris, et on façonne des fléaux, des machettes, des masses. Une fois l'outil fabriqué, on découvre ses potentialités. On le perfectionne en le détournant, et il devient aussi nunchaku, sabre, masse d'arme.

À quoi sert un gouvernement ? À simplifier l'organisation des tâches. Machin, tu te chargeras de m'organiser cette moisson, c'est gavant de choper tout le monde à la veillée pour décider ensemble de qui fera quoi. Et voilà comment un accès de paresse se transforme, au fil des siècles, en Etat.

Se débarrasser d'une oligarchie en laissant intacts les instruments qui lui permettent d'asseoir sa domination est-il bien raisonnable ? C'est ne pas croire les hommes interchangeables, c'est parier sur la vertu, c'est peut-être confondre la pâte à modeler avec la fonte, un singe génial avec les dieux qu'il s'est inventés. Un bourgeois n'est jamais qu'un prolo qui a du pognon. Le problème, ce n'est pas le bourgeois, c'est le pognon. C'est ce par quoi se matérialise et se verrouille le pouvoir de l'un sur l'autre. Le problème de l'Etat, ou de toute autre forme d'organisation du pouvoir, ce n'est pas d'être de droite ou de gauche, démocratique ou totalitaire, c'est d'être un Etat, un outil à cristalliser, conserver, exercer le pouvoir. Tant que cette machine existe, on se fout des singes bleus ou rouges qui s'y

incrusteront pour lui faire cracher un maximum de jus : réellement, ils sont interchangeable. Incapables de se gouverner eux-même, ils ne songent même pas à gouverner les autres. Se goinfrer leur suffit. C'est la machine qu'il faut détruire. La détruire, ce peut être tout simplement lui échapper. Mais l'Etat n'est pas la seule forme d'accumulation, de préservation et d'organisation du pouvoir. Les Etats sont des outils plus ou moins rudimentaires de domination, et nombre d'entre eux ne sont que des succursales sommaires des autres. Par exemple, si la souveraineté monétaire d'un Etat est une condition minimale de sa souveraineté tout court, les 15 pays africains qui coincent la moitié de leurs réserves de change sur un compte d'opération du Trésor Public français pour avoir l'honneur de voir leur monnaie garantie par la Banque de France sont des fantômes d'Etats, tandis que la France se goinfre leurs 8000 milliards de CFA en s'en collant plein la chemise, et compte les intérêts de ce hold-up dans l'aide au développement. Arf ! Le Pouvoir, aujourd'hui, c'est le fric. Celui qu'on confisque, celui qu'on engage, celui qu'on contrôle, celui qu'on est en capacité de créer. Alors que penser quand on compare les recettes de l'Etat de Guinée, petit pays propulsé ces derniers temps sur le devant de la scène internationale par le sex-appeal d'une femme de chambre, avec le chiffre d'affaires du groupe Vinci, par exemple ? 3,88 milliards d'euros pour l'un, 34 milliards pour l'autre. Est-ce à dire que le groupe Vinci est plus puissant que l'Etat guinéen, à la curée duquel il participe en bonne place ? Représenter les rapports de la Guinée avec Vinci, Suez, Véolia, Bolloré et j'en passe peut se faire sous forme d'un

repas de hyènes se partageant les viscères d'une gazelle, l'Etat guinéen étant la tumeur au cerveau qui empêche cette gracieuse créature de se faire natchave à grands bonds. Le pouvoir se localise dans les exécutifs de certains Etats, dans les conseils d'administration de quelques grandes entreprises transnationales, dans quelques états-majors regroupant des docteurs Folamour tous plus fachos et cupides les uns que les autres, dans les organes de décision d'instances supranationales telles que l'ONU, l'OMC, l'UE et dans les groupes d'intérêt tels le Club de Paris ou l'ERT. Toute lutte politique commence par dénoncer cet état de fait. Certaines multinationales sont beaucoup plus puissantes que nombres d'Etats, y compris sur un plan politique et militaire. C'est pourquoi la dénonciation des abus de pouvoir de ces puissances alégitimes est toujours bienvenue. Mais là où la cerise arrive plus grosse que le gâteau, rendant visible la collusion des différents pans de l'oligarchie, légitime ou pas, comme le nez au milieu de la figure, c'est dans toutes les formes de PPP (Partenariats Public-Privé) à travers le vaste monde. Ah que ça fait du bien de me prendre sur la gueule une matraque payée avec ma TVA quand je veux empêcher un bétonneur cupide de transformer mon paysage en crassier purulent !

Une initiative plutôt sympathique est en train de prendre corps pour mettre les pleins feux sur le groupe Vinci, un amant fidèle des PPP. Qu'on en juge : ce groupe est la première multinationale du monde en matière de BTP, juste devant Bouygues. La plupart de ses chantiers ont ceci de particulier qu'ils résultent de conventions passées, ô joie, avec

les pouvoirs publics, c'est à dire les édiles corrompus jusqu'au trognon qui comptent bien prélever un max de caillasse sur les prétendus besoins du petit peuple. Malheureusement le petit peuple est con comme un balai et ne croit que ce qu'il voit. Et ce qu'il voit, le petit peuple, c'est que Vinci lui chie dans les bottes jusqu'en haut de la tige, employant libéralement les flics ou l'armée des différents pays concernés pour sécuriser des chantiers aussi pharaoniques, dangereux et dégueulasses qu'inutiles. En Russie, une poignée d'écologistes et de riverains défend bec et ongles la forêt de Khimki contre le groupe Vinci, délégué par le gouvernement russe pour couler 636 km d'autoroute entre Moscou et st Pétersbourg. Mikhaïl Beketov, journaliste rebelle qui avait eu le front de détailler dans sa gazette le parfum de charogne montant des magouilles diverses et variées bidouillées par le groupe et les élus de tous poils, a été si brutalement passé à tabac qu'il a dû être amputé d'une jambe et a perdu l'usage de la parole. Un autre journaliste s'est fait suriner, un autre a passé de longs jours dans le coma après son lynchage. En Russie, le bagou de la presse déclenche des réactions si barbares que la BERD s'est retirée non du projet d'autoroute, faut pas déconner, mais du financement de cette section de 15 bornes. Vinci, en revanche, est prêt à un holocauste général pour s'assurer les 700 millions d'euros de péage prévus par an, et accepte sans barguigner le soutien des groupes néo-nazis et des cognes officielles pour massacrer la forêt et ses riverains. Bon, tout ceci se passe en Russie. De même, au Niger, les nomades qui bossent à poil dans les mines d'uranium

exploitées par la COGEMA en partenariat avec Vinci (Sogea Satom) crèveront comme des mouches dans les années qui viennent sans savoir d'où sortent les maux étranges qui les emportent. On aurait envie de dire : pas comme chez nous, le pays des droits de l'homme, si les bourrins français n'étaient pas sur le pied de guerre pour défendre le zouli chantier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, promu la bave aux lèvres par les édiles de droite comme de gauche. On se demande pourquoi, l'autre aéroport de Nantes étant largement sous-utilisé. Pour protéger ce précieux chantier initié par la cupidité délirante de quelques cols blancs, voilà des hélicos, des barrages, 27 cars et camions de gendarmes mobiles suréquipés, des tirs de lacrymos. Le nuage toxique est si épais qu'il empêche les ouvriers de bosser, un comble ! Pour finir, les trous sont creusés et la foreuse quitte le chantier sous escorte. Début juillet, un camp de la résistance doit s'installer sur la zone à défendre. On ne retrouve malheureusement pas dans le Sud-Est une pugnacité aussi réjouissante pour mettre des bâtons dans les trous d'ITER, projet autrement dangereux. Vinci s'y fait arroser à la louche par les pouvoirs publics pour détruire un milieu naturel unique. C'est qu'il en faut, des infrastructures, pour permettre aux norias de camions d'y défiler continûment, sans compter ceux qui trimballent déjà du plutonium. Les bataillons de robocops assurent la protection rapprochée des profits que se goinfrent les entreprises présentes sur ce site juteux. Les PPP nous empoisonnent, nous contaminent, nous passent les zoziaux à la disquette, mais les PPP nous font toucher du doigt une réalité universelle

aujourd'hui : les Pouvoirs Publics ne sont là que pour nous foutre à l'encan, nous et les ressources que nous pourrions nous partager, au profit des intérêts privés. Le sabotage de chantiers, l'enlèvement de cadres qui ne vont jamais sans combine ni dosimètre dans les charniers qu'ils gèrent, le battage médiatique sur les curieuses missions des flics, portes-flingue du grand banditisme entrepreneurial, voilà différents aspects de cette résistance diffuse mais bien ciblée. C'est quand même plus pertinent que prendre à parti des élus comme s'ils nous représentaient.